

*l'un et de l'autre.* Pour un prêtre, qui doit être le *vicar de l'amour du Christ* cette simple notion me paraît suffisante. D'ailleurs, tout le monde avouera que, par le temps qui court, une question qui ne pourra devoir son triomphe qu'à la solidité des raisons qui la défendent, ne pourrait avoir rien à gagner d'une simple déclinai-son de nom. Bien au contraire, il me semble, son auteur surtout n'au-rait qu'à se féliciter d'avoir usé du droit indéniable de mettre son nom à l'abri des personnalités. Plus d'un cor-respondant a gémi dans son intérêt privé, et dans l'intérêt de la cause qu'il défendait, de voir son nom si bien connu, et qui sait si le Révd. M. Martel, lui-même, n'est pas du nombre de ces malheureux ? Si je n'avais pas peur de *sentir le papa ou le vicar, à dix lieues à la ronde*, je lui dirais que pour ma part j'aurais préféré dans l'intérêt de la question et de son au-teur, de voir en signature, au bas de ses écrits, "un modeste abonné" ou deux inoffensifs X, ou tout autre dé-nomination à l'abri des personnalités, avantage si précieux de nos jours.

Tout ceci devra donc amener le Révd. M. Martel à conclure qu'il espérera encore longtemps que je me décide à faire ce qu'il appelle *mieux*. Bien plus, et toujours dans l'intérêt pur et simple de la question, je lui enlève dès aujourd'hui et pour tou-jours cette fragile espérance, dussé-je du coup, le perdre comme antagoniste.

"Relevons d'abord une faute d'im-pression, dit le Révd. M. Martel. Le "contexte et le bon sens disaient as-ssez que je n'ai pas soupçonné le "gouvernement de vouloir chasser "les instituteurs des écoles au moyen "de l'enseignement agricole pratique, "mais bien les institutrices." Que le Révd. M. Martel relise son Xème. article sur l'Instruction Publique, et il y verra *instituteurs* en toutes lettres, et nulle part, dans le même aliéna, le mot *institutrices*. Je confesse qu'il a pu avoir l'intention de dire ce qui au-rait détruit la faute d'impression qu'il me reproche d'avoir commise, et que s'il l'a réellement fait, le contexte et le bon sens aidant, je pourrais bien lui faire, à lui aussi, le reproche d'avoir noyé le peu qu'il en a dit, pour le faire comprendre, dans un océan de réfle-xions, et, par dessus le marché, défer sans crainte le bon sens et le contexte de l'y repêcher.

• Ce qui portait le Révd. M. Martel à émettre simplement le soupçon d'un petit piège de la part du gouvernement, c'était pour calmer le trouble de sa con-science. A cela, j'ai répondu que je n'a-vais rien à faire avec les embarras de sa conscience. Qu'il me dise pourquoi sa conscience est si troublée par ce soupçon, qu'il peut avoir raison de croire fondé, et je pourrais bien être en état d'y porter la paix.

Aujourd'hui, ce Révd. M., insinue

que "le gouvernement aurait l'inten-tion de tendre un petit piège, pour "chasser les institutrices seulement "et plus sûrement de l'enseigne-ment." Dans tous les cas, d'après ce M., lui-même, ce n'est encore au-jourd'hui qu'un simple soupçon qu'il se permet d'émettre sur les intentions du Gouvernement. Pourquoi, en bonne vérité, se donner le plaisir du soupçon, au point de s'inquiéter par avance, du mal que pourrait faire le Pouvoir s'il abusait de son autorité ? Cui bono ? Ensuite est-il bien naturelle-ment impossible de faire des institutrices, des agriculteurs pratiques.

Pour révoquer cela en doute, il suffirait de s'entendre clairement sur ce que pourrait exiger la dénominat-ion d'*agriculteurs pratiques*. Le Révd. M. Martel, lui-même, n'est pas plus *agriculteur pratique*, j'en suis sûr, que ne pourrait l'être une simple institu-trice, si l'on entendait, par cette dé-nomination, qu'il faut conduire une char-ue, soigner les bestiaux, etc., et cependant, je suis convaincu que rien ne favorise tant la pratique de la saine agriculture que ses exemples, tout peu pratiques qu'ils soient. En accordant que l'institutrice, même la plus perfectionnée dans cet art, ne pourrait compter sur un résultat aussi brillant que celui qu'il obtient lui-même, je suis persuadé quelle en pourrait faire encore assez pour permettre de révoquer en doute ce que le Révd. M. Martel avance ici, sa-voir, qu'il est naturellement impossible de faire des institutrices des agricul-teurs pratiques. D'ailleurs, la femme est-elle donc un zéro dans la famille du cultivateur ? N'est elle bonne à ne faire, du matin au soir, que de la théo-rie, en fait d'agriculture ?

Je puis dire au Révd. M. Martel que je suis parfaitement sûr de mon fait. J'ai dit et prouvé en partie qu'on peut enseigner l'agriculture pratiquement dans les écoles normales et primaires ; j'ai bien pu aussi avoir l'air, aux yeux de ce Révd. M., de me contenter de l'enseignement théorique, surtout si le contexte et le bon sens sont trop forcés ; mais je suis sûr, sans exiger du con-texte et du bon sens, plus d'efforts qu'il ne faut, qu'il est facile de découvrir mon véritable air, dans les réflexions que j'ai faites sur le sujet.

Si je n'avais pas parfaitement bien compris que le Révd. M. Martel n'est que pour l'enseignement théorique de l'agriculture dans nos maisons d'é-ducation, je n'aurais pas cherché ma-tière à discussion sur le sujet. Ce n'est pas la peine de me faire connai-tre son opinion de nouveau, M. Martel n'est que pour la théorie ; moi, je suis pour la théorie et la pratique, à la fois, parceque je suis persuadé qu'ici, plus qu'aucune part ailleurs, la pratique vient puissamment à l'aide de la théorie, pour ne pas dire qu'elle lui

est indispensable. Voilà précisément ce qui fait que j'écris contre lui, et que lui, écrit contre moi. C'est mal-heureux qu'il ne se soit pas aperçu de ce fait, que le médecin de Molière aurait découvert du premier coup.

Il paraissait clair, au Révd. M. Mar-tel, au moment où il écrivait sa cor-respondance, que je n'avais pu renver-ser ses raisons d'opposition à l'ensei-gnement agricole pratiqué dans les écoles normales et primaires ; cela est permis à tout auteur, en eût-il le moins raison du monde ; et tant qu'il n'aura pas donné à ses raisons, sur la clarté desquelles il se repose, plus de solidité, je me contenterai de le ren-voyer à cette partie de ma correspon-dance publiée sur votre numéro du 10 Février dernier, où il est dit : "qu'au moyen d'un système sagement "élaboré, et sur le fonctionnement duquel quelques hommes dévoués, "dans chaque paroisse aurait à voir, "ou pourrait obvier facilement à la "multitude des inconvénients qu'il y "voit. D'ailleurs, les améliorations, "dans le système de culture, ne de-viennent-elles pas par le temps qui "court, assez indispensables, pour ne "pas s'exagérer les difficultés, rendre "à l'agriculture les droits qu'on lui a "enlevés, et lui donner dans l'ensei-gnement la place qu'elle mérite ou "qu'elle nécessite."

M. Martel pourrait peut-être me de-mander comment le système proposé pourrait être assez sagement élaboré, pour obvier aux inconvénients qu'il mentionne. Je lui répondrai d'avance que je n'ai point mission pour exécuter une entreprise d'une si grande impor-tance. A nos législateurs de réfléchir sur sa pressante nécessité de discu-ter, de consulter et d'essayer. Je suis seulement convaincu que cela peut se faire, une fois la nécessité reconnue.

M. Martel me paraît avoir les nerfs très-sensibles à l'endroit des inspec-teurs, quels qu'ils soient. Qu'il prenne garde de l'avouer trop haut, car les malins pourraient l'accuser de s'être trop laissé guider par le système ner-veux, dans la guerre qu'il fait à tout ce qui porte le nom d'inspecteur.

M. Martel avouera qu'on ne de-vra pas mesquiner, pour le système d'améliorations agricoles, aussitôt qu'il sera trouvé, dût-on payer un ins-pecteur agricole par paroisse. Mais qu'il se tranquillise sur le sort des deniers publics, je suis persuadé que l'inspection à laquelle j'ai fait allu-sion, peut se faire à meilleur mar-ché qu'il ne pense. D'abord, je n'ai point dit ni laissé à penser que cet inspecteur agricole serait nommé et payé par le gouvernement ; pour moi, je vois mille autres moyens d'é-tablir cette inspection, qui, après tout, n'est point et pourrait, sans danger, pour un système à proposer, n'être pas de première nécessité. Et mes pa-